BURRILL Emily S. — States of Marriage. Gender, Justice, and Rights in Colonial Mali ; JEAN-BAPTISTE Rachel — Conjugal Rights. Marriage, Sexuality, and Urban Life in Colonial Libreville, Gabon

Athens, Ohio University Press, 2015, 239 p., bibl., index. ; Athens, Ohio University Press, 2014, 300 p., bibl., index.

Amandine Lauro

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/26189>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.26189

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Amandine Lauro, « BURRILL Emily S. — States of Marriage. Gender, Justice, and Rights in Colonial Mali ; JEAN-BAPTISTE Rachel — Conjugal Rights. Marriage, Sexuality, and Urban Life in Colonial Libreville, Gabon », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 234 | 2019, mis en ligne le 15 juin 2019, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/26189> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.26189>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

© Cahiers d'Études africaines

BURRILL Emily S. — States of Marriage. Gender, Justice, and Rights in Colonial Mali ; JEAN-BAPTISTE Rachel — Conjugal Rights. Marriage, Sexuality, and Urban Life in Colonial Libreville, Gabon

Athens, Ohio University Press, 2015, 239 p., bibl., index. ; Athens, Ohio University Press, 2014, 300 p., bibl., index.

Amandine Lauro

RÉFÉRENCE

BURRILL Emily S. — *States of Marriage. Gender, Justice, and Rights in Colonial Mali*. Athens, Ohio University Press, 2015, 239 p., bibl., index.

JEAN-BAPTISTE Rachel. — *Conjugal Rights. Marriage, Sexuality, and Urban Life in Colonial Libreville, Gabon*. Athens, Ohio University Press, 2014, 300 p., bibl., index.

- 1 « The topic of marriage opens doors onto historical arenas of complex power struggles and social predicaments » : ces quelques mots, tirés des premières pages du beau livre d'Emily S. Burrill, *States of Marriage* (p. 6), résument à eux seuls l'un des points de départ centraux (et une des lignes d'argumentation commune) des deux ouvrages présentés ici. Bien que portant sur des terrains différents (le Mali pour Burrill, le Gabon pour Jean-Baptiste) et sur des questionnements plus distincts que ne le laissent présager les similitudes des intitulés, *States of Marriage* et *Conjugal Rights* mettent tous deux en évidence, de manière très convaincante, l'importance des évolutions des liens conjugaux dans l'Afrique coloniale du XX^e siècle et leur articulation étroite à des

économies politiques en mutation. Les deux livres soulignent la centralité du mariage dans une série de luttes sociales et politiques, qu'il s'agisse de (re)définir ou de transgresser les liens forgés par cette institution. Si *States of Marriage* met plutôt l'accent sur le fonctionnement du mariage comme une force politique dans l'écosystème colonial du Mali, *Conjugal Rights* privilégie les évolutions de « l'économie sexuelle » qui préside aux relations et aux arrangements (domestiques, amoureux et conjugaux) entre hommes et femmes, telles que ces évolutions se sont déployées dans la capitale du Gabon colonial, Libreville.

- 2 Une des grandes forces partagées de ces deux ouvrages est d'aborder le mariage à la fois comme un prisme et comme un objet.
- 3 Un prisme tout d'abord, qui offre une série de points d'entrées dans les dynamiques sociales, politiques et économiques des sociétés étudiées et des reconfigurations qu'elles ont connues au cours des décennies mouvementées de domination coloniale (en matière de rapports à l'autorité, d'attentes sociales, de processus d'accumulation matérielle, de travail, d'urbanisation, etc.). En ce sens, ce sont des ouvrages qui intéresseront un lectorat bien plus vaste que celui des spécialistes des questions de genre et de conjugalités dans l'Afrique coloniale.
- 4 Un objet ensuite, dont Burrill et Jean-Baptiste démontrent qu'il fut au cœur des politiques coloniales comme des mobilisations des sociétés africaines, que celles-ci aient emprunté les chemins formels de la légalité, des tribunaux ou encore de la parole politique des chefs « traditionnels », ou qu'elles aient suivi des voies plus « quotidiennes », notamment à l'œuvre dans les expériences de l'urbanité et dans le façonnage d'un paysage sexuel et conjugal inédit. Dans les deux ouvrages, il est donc à la fois question de la fabrique coloniale du genre, et des manières dont elle a été appropriée/transgressée/contestée par une série d'acteurs, et ces allers-retours maîtrisés entre une histoire « coloniale » et une histoire « africaine » sont passionnants. Ils ont aussi une traduction méthodologique : *States of Marriage* comme *Conjugal Rights* reposent tous deux sur la conjugaison de sources multiples. Celles-ci donnent non seulement à voir les ambitions régulatrices du pouvoir colonial, mais elles donnent aussi à entendre une variété de voix africaines s'exprimant *via* des contextes divers — notamment au travers d'entretiens oraux ou de sources judiciaires — dont les deux ouvrages proposent une relecture critique renouvelée.
- 5 C'est en particulier le cas d'Emily S. Burrill, dont les réflexions s'appuient très largement sur un *corpus* inédit de procès civils et pénaux issus de la région de Sikasso (dans le sud du Mali). Ces sources lui permettent de retracer les évolutions des réformes, des codifications (et des légiférations) du mariage, entre le tournant du siècle et les années 1950, et ce qu'elles révèlent des manières dont furent débattues les obligations conjugales et familiales. Le mariage y est abordé non seulement en tant que contrat légal mais aussi en tant que pratique sociale, ouvrant à tous ces titres des droits comme des devoirs fondés, entre autres, sur des critères de genre et de génération. L'investissement de l'administration française dans l'arbitrage des litiges conjugaux témoigne bien des enjeux de pouvoir, d'affirmation d'autorité et de revendications « humanitaristes » qui s'attachent à ces questions, enjeux dont se saisissent aussi les justiciables locaux. Au début du XX^e siècle, les femmes sont nombreuses à s'adresser aux tribunaux pour contester un mariage, dans des litiges qui révèlent la complexité des liens entre certaines formes d'arrangements conjugaux et certains liens de dépendance fondés sur l'esclavage. Ces litiges contribuent à ouvrir un espace de débat

autour des notions de transaction, de consentement et de « *gender justice* », dans un contexte marqué par des tensions intergénérationnelles grandissantes, accentuées d'abord par les conscriptions de la Première Guerre mondiale, et ensuite par l'intensification du travail migrant qui draine toujours plus de jeunes hommes loin de leurs villages. Le contexte est aussi impacté par les dynamiques réformatrices des autorités françaises qui tentent, de manière croissante dans les années 1930, de circonscrire plus précisément les limites de « l'acceptable » en matière de pratiques conjugales africaines et, par la même occasion, en matière de coexistence, dans un même paysage légal, de la « coutume » et d'un droit français conçu comme « civilisateur ». Le chapitre consacré aux violences domestiques, l'un des plus originaux de l'ouvrage, est particulièrement éclairant à cet égard. Le livre se conclut sur un chapitre consacré à la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale, marquée par un interventionnisme caractéristique de l'État colonial tardif autant que par des stratégies d'instrumentalisation renouvelées de la part des justiciables. On pourra peut-être regretter que cette période pourtant riche en évolutions n'occupe qu'un seul chapitre, laissant parfois le lecteur sur sa faim : de nombreuses pistes intéressantes sont en effet lancées (nouveaux débats internationaux sur les droits humains, réclamations politiques en lien avec l'émergence de revendications d'indépendance, etc.), mais elles sont plus traitées sur le registre du contextuel que sur celui de la démonstration.

- 6 Ces analyses sont riches et passionnantes. À l'échelle de l'Afrique coloniale, elles ne sont cependant pas toujours aussi révolutionnaires qu'annoncé. Les lecteurs familiers de l'histoire du mariage et des relations de genre sur le continent au cours des XIX^e et XX^e siècles ne découvriront par exemple pas que les projets de réformes du mariage furent au cœur des politiques de genre des administrations coloniales, ni qu'elles constituèrent, tout à la fois, un outil de gouvernance fondamental et un composant essentiel de la « mission civilisatrice » et de ses reconfigurations. À cet égard, le recours appuyé au concept de « *legibility* », emprunté à James C. Scott et ici adapté en « *marriage legibility project* », une expression que Burrill utilise pour désigner les processus de codification et de mises en catégories plus « lisibles » et plus « appréhensibles » (et donc *a priori* plus malléables) des conjugalités africaines par le pouvoir colonial, nous semble constituer une innovation de labélisation plus que d'analyse. L'absence de certaines références au sein d'une bibliographie par ailleurs abondante et diversifiée est surprenante : nulle trace, par exemple, du livre de Diana Jeater sur les réformes du mariage dans la Rhodésie du Sud britannique¹, qui fait pourtant largement écho aux thèmes abordés par Burrill, ou encore, ce qui ressort de manière frappante dans le contexte de ce double compte rendu, aux travaux de Rachel Jean-Baptiste (qui avait déjà publié plusieurs articles avant la parution de cet ouvrage, notamment sur les mêmes questions de litiges conjugaux qui sont au cœur des analyses de Burrill). Si l'ouvrage de Brett Shaddle, *Girl Cases: Marriage and Colonialism in Gusiiland, Kenya 1890-1970*, est quant à lui bien cité², il est très peu utilisé, alors que ses analyses rejoignent, malgré les différences de contexte, de nombreux éléments étudiés dans *States of Marriage* (entre autres inflation et évolutions des litiges liés aux compensations matrimoniales et abandons de domicile conjugaux, renégociations des obligations conjugales dans un contexte social, politique et économique mouvant, dynamiques de contestations/réaffirmations des hiérarchies genrées et générationnelles à l'œuvre dans ces litiges, etc.). Ceci n'enlève bien sûr rien à la qualité des analyses de Burrill ; nous ne formulons ces regrets que parce qu'une confrontation plus systématique à ces

travaux aurait permis de mieux mettre en évidence leur intérêt, en adressant plus explicitement encore la question des spécificités du Mali et de la région étudiée.

- 7 À la lecture conjointe de ces deux ouvrages, un élément de contraste ressort : la place respective qu'y occupe la sexualité. Quasi absente du livre de Burrill, elle est au cœur des analyses de Jean-Baptiste. Une des grandes originalités de *Conjugal Rights* est de proposer une histoire incarnée des relations entre hommes et femmes dans l'estuaire du Gabon tout au long de la période coloniale, avec un focus assumé sur la période 1930-1960.
- 8 Une histoire incarnée donc, à double titre. Tout d'abord parce qu'elle intègre dans son récit les aspirations émotionnelles des acteurs historiques (amour, peur, plaisir, douleur, élans d'appartenance, etc.), et les manières dont elles ont pu guider, en étroite articulation à des facteurs plus matériels et politiques, les choix des unes et des autres, leurs façons de se penser en tant qu'homme et femme, et leurs usages de la ville (le focus explicite sur l'environnement urbain est aussi un point qui distingue les deux ouvrages). Ensuite parce que l'auteure a l'œil pour les anecdotes qui apportent de la chair au récit, sans toutefois jamais les fétichiser.
- 9 *Conjugal Rights* propose ainsi une étude au carrefour des transformations des échanges conjugaux et sexuels, des relations et identités de genre, et de l'histoire de l'urbanisation. L'équilibre que Jean-Baptiste parvient à construire entre une histoire des idées et débats à propos de ces questions sexuelles-conjugales d'une part, et une histoire des manières dont les acteurs de la société coloniale se sont engagés concrètement dans des pratiques est remarquable, même si cela signifie aussi que les apports du livre, multiples, sont difficiles à résumer. La première partie de l'ouvrage retrace l'évolution de Libreville depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à l'aube des années 1930, en s'intéressant aux manières dont les dynamiques de genre interagissent avec cette capitale coloniale en devenir — son économie politique, ses infrastructures légales et son développement géographique. On y retrouve déjà une série d'anxiétés (formulées par divers acteurs politiques et sociaux) qui vont se déployer par la suite, par rapport au travail sexuel des femmes et aux bénéfices qu'il génère, par rapport aux unions interraciales ou encore, dans le chef des autorités françaises, par rapport aux limites de leurs stratégies légales et de gouvernance. Les autres chapitres s'articulent autour de focus thématiques, étudiés du tournant des années 1930 à l'aube de l'indépendance : sur le genre des migrations urbaines et des modes de gestion de la croissance de la ville ; sur les compensations matrimoniales et leurs reconfigurations au regard de l'expansion de l'économie capitaliste et des évolutions de ce qui était considéré comme scellant un mariage (« *the bridewealth economy* ») ; les évolutions du droit du mariage et du divorce et des négociations des conflits conjugaux dans un contexte marqué par le pluralisme légal et par des conceptualisations concurrentes des droits et devoirs ouverts par le mariage ; les idées normatives associées aux notions de respectabilité, de féminité, de masculinité, et à leurs performances urbaines, telles qu'elles s'incarnent aussi dans des échanges sexuels (plus ou moins) transgressifs ; et enfin, les manières dont toutes ces questions résonnent au travers des représentations et des expériences d'unions interraciales qui se révèlent constituer des terrains de négociations complexes pour les femmes gabonaises concernées — en termes de mobilité sociale, de gains matériels, de statut et de respectabilité.
- 10 Au-delà des questions de genre et chacun à leur manière, ces deux ouvrages confirment — en même temps qu'ils ouvrent de nouvelles perspectives sur — la place importante

occupée par le mariage et la sexualité dans la constitution de nouveaux rapports au politique et à la gestion de la chose publique, à la vie urbaine et à une certaine idée de la « modernité » dans l'Afrique coloniale. Espérons que leurs conclusions inspirent d'autres chercheurs à en étudier les prolongements dans les temps postcoloniaux.

NOTES

1. D. JEATER, *Marriage, Perversion and Power : The Construction of Moral Discourse in Southern Rhodesia, 1894-1930*, Oxford, Clarendon Press, 1993.
2. B. L. SHADLE, *"Girl Cases" : Marriage and Colonialism in Gusiiland, Kenya, 1890-1970*, Portsmouth, Heinemann, 2006.